



Communiqué de presse

La FTQ, le SCFP-Québec et le SCFP-2000 dénoncent le projet d'implantation des compteurs à lecture à distance; un projet non rentable qui ferait perdre 104 millions de dollars à Hydro-Québec

Montréal, le 12 mars 2012 – La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec), le Syndicat des employé-e-s de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec (SCFP-2000), dénoncent le projet d'implantation des compteurs à lecture à distance d'Hydro-Québec.

Étude économique en main, les organisations syndicales démontrent que le projet d'Hydro-Québec, en plus d'être non rentable, entraînerait des pertes minimales de plus de 104 millions de dollars pour la société d'État. Conséquemment, Hydro-Québec se trouverait alors à payer plus cher pour faire la relève de ses compteurs tout en sacrifiant inutilement 1 000 emplois dans la province pour un projet socialement rejeté et qui occasionnerait une pression à la hausse sur les tarifs d'électricité.

« À une semaine du début des audiences publiques de la Régie de l'énergie sur le projet de remplacement des compteurs d'Hydro-Québec il devient urgent de se pencher sérieusement sur les véritables coûts tant économiques que sociaux de ce projet dont la pertinence n'a toujours pas été démontrée », a déclaré le secrétaire général de la FTQ, Daniel Boyer.

L'étude économique a été faite à partir d'un examen minutieux des données d'Hydro-Québec et des réponses qu'elle a fournies tout au long du processus d'étude devant la Régie de l'énergie. L'économiste Pierre-Guy Sylvestre du service de la recherche du SCFP a découvert d'importantes déficiences, exagérations et lacunes dans le montage financier de ce projet. Mentionnons que cette estimation déficitaire de 104 millions de dollars est minimale puisque plusieurs informations au sujet de certaines omissions étaient manquantes au moment de la production de cette analyse et qu'elle ne tient pas compte de probables dépassements de coûts du projet.

« Il est insensé qu'Hydro-Québec continue à porter ce projet non rentable qui sera néfaste pour l'économie québécoise. Nous arrivons à la conclusion que le remplacement des compteurs serait minimalement plus cher de 104 millions de dollars sur 20 ans que la méthode de relève actuelle. Si ce projet se réalise, nous nous trouverions à sacrifier inutilement près de 1 000 emplois de qualité tout en mettant à risque notre facture d'électricité et en gaspillant de l'équipement encore bon pour plusieurs années », a ajouté madame Ginette Paul, présidente du SCFP-2000.

« Mentionnons aussi que ce projet est socialement rejeté par la population. Plus de 17 000 courriels d'opposition et 10 000 compteurs en or signés ont été acheminés à la Régie de l'énergie; plus de 13 000 signatures ont été déposées à l'Assemblée nationale contre ce projet; un sondage démontre que 2 Québécois sur 3 ne sont pas favorables à cette idée », a poursuivi Lucie Levasseur, présidente du SCFP-Québec.

« Le gouvernement du Québec a un pouvoir de recommandation auprès de la Régie dans ce dossier. Québec se trouve dans une position où, avec une simple recommandation, il pourrait sauver 1 000 emplois et éviter un gouffre financier à sa principale société d'État. Pour le gouvernement, il s'agit d'une situation gagnant-gagnant », ont conclu les leaders syndicaux.

Les audiences publiques de la Régie de l'énergie sur ce projet débiteront le 19 mars prochain. La preuve économique est disponible sur le site Web du Syndicat à l'adresse suivante :

www.scfp2000.qc.ca/memoireLAD.pdf .

Sources : FTQ, SCFP-Québec, SCFP 2000

Informations : Jean Laverdière FTQ, 514 893-7809
Sébastien Goulet SCFP-Québec, 438 882-3756
David Labrosse SCFP-2000, 514 434-5113